

Société ARC

Société à responsabilité limitée au capital de 1.000.000 F
Siège social: 110-112 Bld. Jean Jaurès 92100 BOULOGNE
SIRET 350 300 177 00024 - APE 741 A

GREFFE TRIBUNAL DE
COMMERCE DE NANTERRE

22 JAN. 2001

DÉPÔT N° 18574

**PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 30 DECEMBRE 2000**

L'an deux mil, le trente décembre à 17 heures, les associés de la société à responsabilité limitée ARC au capital de 1.000.000 F, se sont réunis au domicile du gérant en Assemblée générale extraordinaire réunie sur la convocation faite conformément aux dispositions statutaires.

Etaient présents:

Mme. QUETTIER Gilberte	5.000 parts
Mr. LE BOSSE Denis	5.000 parts
Total	<u>10.000</u> parts

soit la totalité du capital.

Monsieur LE BOSSE Denis, préside la réunion et dépose sur le bureau à la disposition des associés:

- le rapport de la gérance,
- le texte des résolutions soumises à l'approbation des associés.

Le Président déclare que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant:

- 1 - transformation de la société en société par actions simplifiée;
- 2 - refonte des statuts;
- 3 - nomination du Président;
- 4 - confirmation des Commissaires aux comptes;
- 5 - décisions futures;
- 6 - pouvoirs pour formalités.

Le Président donne ensuite lecture du rapport de la gérance. Après lecture de ce rapport, la discussion est ouverte. Diverses observations sont présentées. L'Assemblée donne acte à la gérance du respect des obligations légales concernant la convocation de la présente Assemblée. Personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes à l'ordre du jour.

. / ...

U. 2.

D. L.

Visé pour Timbre et Enregistré le 08/01/2001
à la Recette de BOULOGNE NORD
115, boulevard Jean Jaurès - 92100 BOULOGNE
Fo Bord.
REQU [- Dts DE TIMBRE
[- Dts D'ENREG
Signature:

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance sur les motifs, les modalités et les conséquences de la transformation, ainsi que les rapports de Monsieur BESSEDDIK F. commissaire aux comptes et commissaire à la transformation, sur l'évaluation des biens composant l'actif social et les avantages particuliers, considérant que les conditions légales de validité de sa décision sont réunies; approuve la transformation de la société en société par actions simplifiée.

Cette modification de la forme de la société ne modifie aucunement sa personnalité morale qui demeure la même.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée, en conséquence de la décision qu'elle vient de prendre et après avoir pris connaissance des statuts qui lui ont été proposés, en approuve le texte et décide de les adopter comme statuts de la société sous sa forme nouvelle.

Ces nouveaux statuts, dont le texte sera certifié par le Président, demeureront annexés au présent procès verbal.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée prend acte que le Président de la société est Monsieur LE BOSSE Denis, demeurant 71 rue de Bellevue - 92100 BOULOGNE BILLANCOURT. Cette nomination est faite pour une période indéterminée. L'article 13 des statuts précise cette nomination.

Monsieur LE BOSSE Denis déclare ne pas faire l'objet d'une interdiction, déchéance ou incompatibilité pour l'exercice de son mandat de Président.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée maintient les mandats des commissaires aux comptes présents avant sa transformation, à savoir:

- Monsieur BESSEDDIK Fathi, domicilié 26 rue R.Mousset - 75012 PARIS, en qualité de commissaire aux comptes titulaire;

.. / ...

g. r.

D. L.

- Monsieur HOUY Bruno, domicilié 13 Place de la Nation - 75011 PARIS, en qualité de commissaire aux comptes suppléant;

Les mandats des commissaires aux comptes viendront à expiration lors de l'Assemblée statuant sur les comptes clos le 30 juin 2006.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée déclare que le changement de forme de la société ne modifiera pas la date de clôture de l'exercice en cours qui demeure fixée au 30 juin. Les comptes de cet exercice seront établis, contrôlés et présentés à l'Assemblée générale ordinaire annuelle des actionnaires conformément aux modalités prévues par les nouveaux statuts et les dispositions applicables aux sociétés par actions simplifiées.

Les décisions prises par les associés, le seront après cette Assemblée sous les règles de fonctionnement et d'affectation des nouveaux statuts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée, compte tenu des approbations ci-dessus énoncées déclare la transformation réalisée et donne tous pouvoirs au Président ou à son mandataire pour accomplir les formalités auprès des différentes administrations.

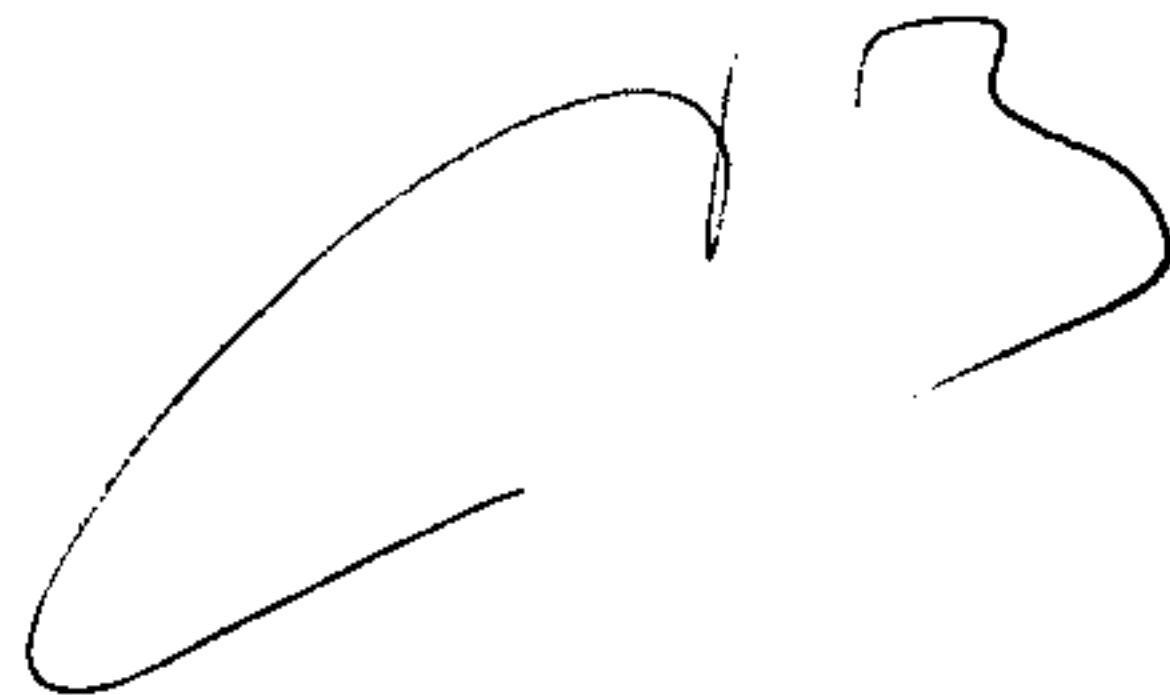
Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 heures 30 minutes et le présent procès verbal a été signé.

L'associée présente

G. Quettier

Le Président



Société ARC

Société à responsabilité limitée au capital de 1.000.000 F.
Siège social: 110-112 Boulevard J.Jaurès - 92100 BOULOGNE
SIRET 350 300 177 00024 - APE 741-A

PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 31 OCTOBRE 2000

L'an deux mil, le trente et un octobre à 19 heures, les associés de la société à responsabilité limitée ARC au capital de 1.000.000 F, se sont réunis au domicile du Gérant en Assemblée générale ordinaire réunie sur la convocation faite conformément aux dispositions statutaires.

Etaient présents:

Mme. QUETTIER Gilberte	5.000 parts
Mr. LE BOSSE Denis	5.000 parts
Total	<u>10.000</u> parts

soit la totalité du capital.

Monsieur LE BOSSE Denis, préside la réunion et dépose sur le bureau à la disposition des associés:

- le rapport de la gérance,
- le texte des résolutions soumises à l'approbation des associés.

Le Président déclare que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant:

- 1 - Rapport du gérant sur le projet de transformation de la société;
- 2 - Nomination d'un Commissaire à la transformation;
- 3 - Formalités.

Le Président donne ensuite lecture du rapport de la gérance. Après lecture de ce rapport, la discussion est ouverte. Diverses observations sont présentées. L'Assemblée donne acte au Gérant du respect des obligations légales concernant la convocation de la présente Assemblée. Personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes à l'ordre du jour.

. / ..

G. L.

D. L.

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance sur la nécessité pour la société d'adopter une structure juridique plus en adéquation avec son chiffre d'affaires et la position qu'elle a sur son marché, décide d'engager les démarches et formalités pour une transformation en société par actions simplifiée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

La société pour se transformer, doit faire établir un rapport par un Commissaire à la transformation. Sur proposition de son Gérant, l'Assemblée approuve la nomination comme Commissaire à la transformation de:

Monsieur BESSEDDIK Fathi, domicilié 26 rue R.Mousset - 75012 PARIS, Commissaire aux comptes titulaire de notre société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée donne tous pouvoirs au Gérant ou à son mandataire pour accomplir les formalités auprès des différentes administrations.

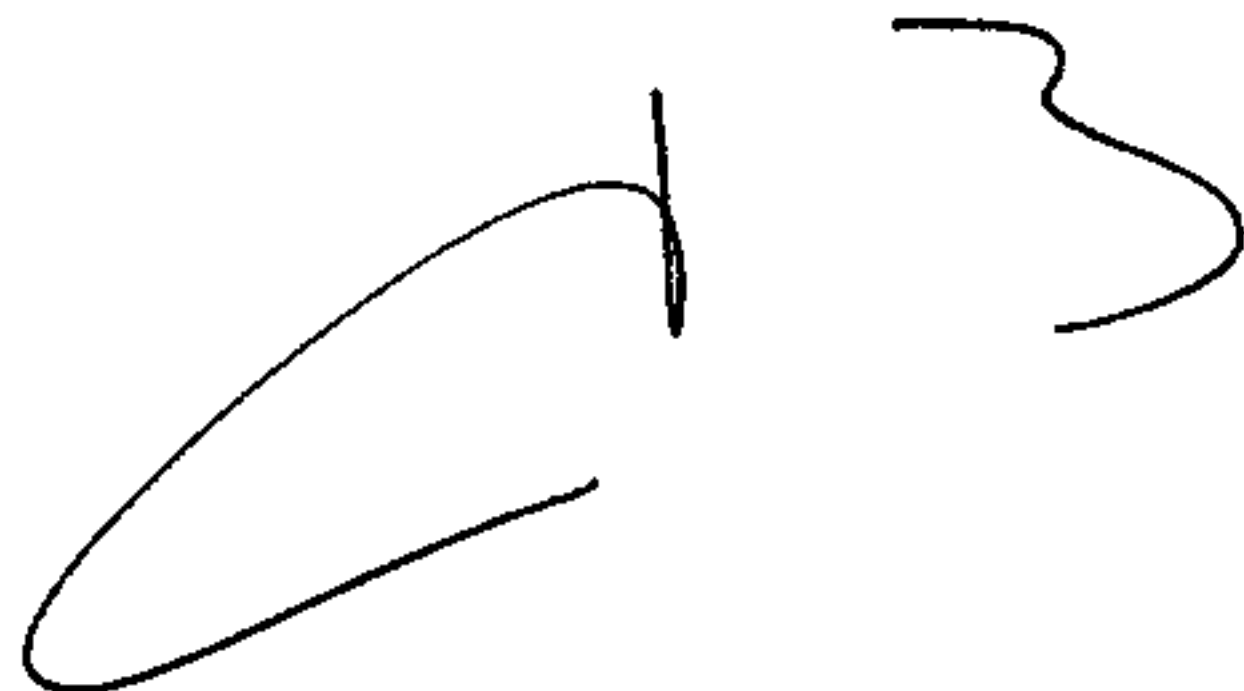
Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19 heures 30 minutes et le présent procès verbal a été signé.

L'associée présente
QUETTIER Gilberte

Le Président
LEBOSSE Denis

G. Quettier



Monsieur F. BESSEDDIK
Expert comptable
Commissaire aux Comptes

26 rue Mousset Robert
75012 P A R I S
Tél. : 01 44 74 30 75
Fax : 01 44 74 30 84

SARL A. R. C.

**Siège social : 110 boulevard Jean Jaurès
92100 BOULOGNE BILLANCOURT**

EXERCICE 2000

**RAPPORT DU COMMISSAIRE A LA
TRANSFORMATION ET DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES DÉSIGNÉ POUR LA
TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ EN
SOCIÉTÉ ANONYME SIMPLIFIÉE
(Assemblée du 30 décembre 2000)**



Mesdames, Messieurs les associés,

En exécution des missions qui n'ont été confiées en application des articles 72-1 et 69 de la loi du 24 juillet 1966, je vous présente mon rapport sur la transformation de votre société en société anonyme simplifiée (S.A.S.).

Mes contrôles, afin d'analyser la situation de la société et d'apprécier la valeur des biens composant l'actif social, ont porté sur la situation comptable intermédiaire, arrêtée au 31 octobre 2000, dont le bilan est joint au présent rapport.

J'ai effectué mes diligences dans le cadre d'un examen limité, complété de contrôles particuliers, conformément aux normes de la profession.

- a) Je n'ai pas d'observation à formuler sur la valeur des biens composant l'actif social.

Le montant des capitaux propres est au moins égal au montant du capital social

Les avantages particuliers stipulés (néant) n'appellent pas d'observation de ma part.

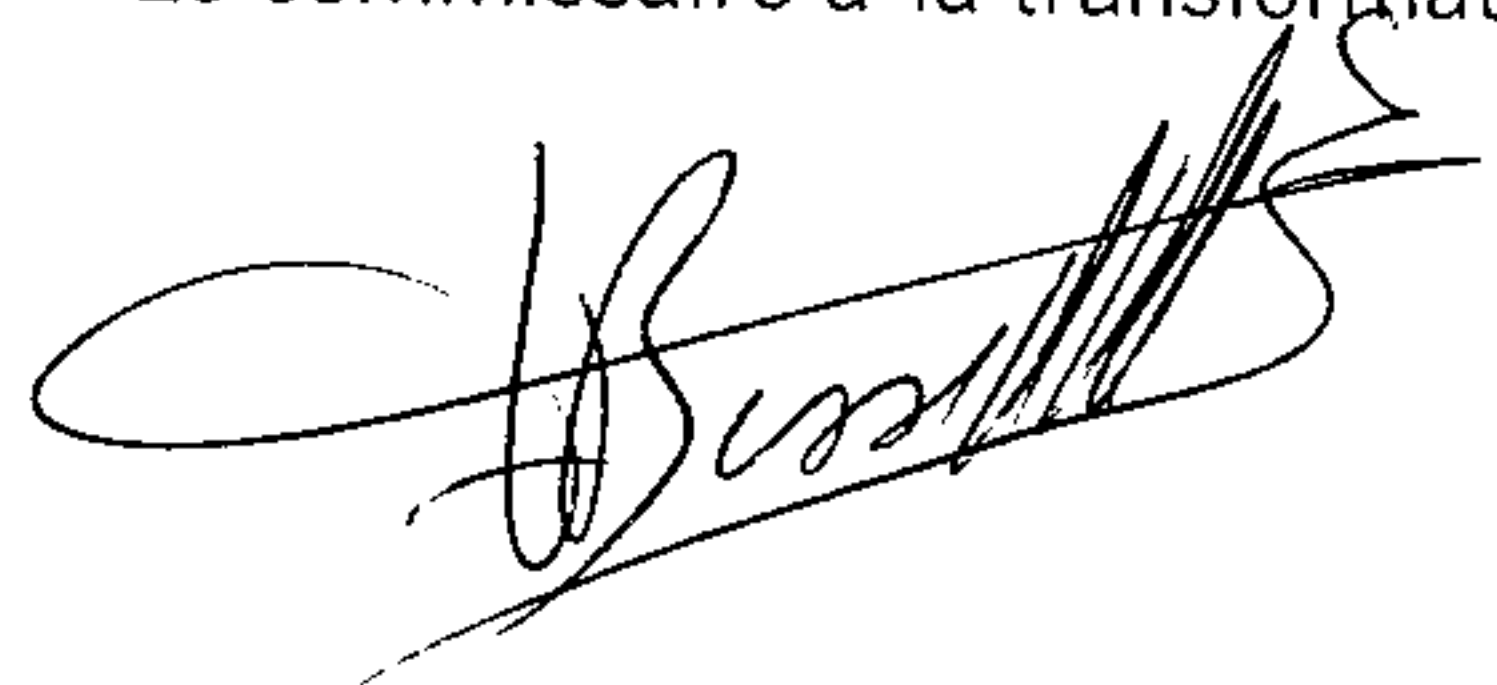
- b) La situation de la société se caractérise par les éléments suivants :

- L'activité de la société est marquée par un chiffre d'affaires en constante évolution et la qualité de ses services lui permet de fidéliser ses clients.
- La situation financière est largement équilibrée.
- Le résultat de l'exercice est largement positif et représente une évolution de plus deux points environ par rapport à l'exercice précédent.

Dans le cadre de la transformation envisagée, la situation de la société telle qu'elle est analysée ci-dessus n'appelle pas d'observation de ma part, en particulier au regard de la continuité de l'exploitation.

Paris, le 11 décembre 2000

Le commissaire à la transformation



S.A.R.L. A.R.C.

110 Boulevard Jean Jaurès
92100 BOULOGNE

BILAN AU 31 OCTOBRE 2000

SIRET 350 300 117 00024 APE: 741-A

I - BILAN

II - COMPTE DE RESULTAT

III - DONNEES DE GESTION

B I L A N

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortiss. et provisions	Net au 31/10/00	Net au 30/06/00
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immob.incorporelles:				
Frais d'établissement				
Frais de recherche & développ.				
Concessions, brevets				
Fonds de commerce				
Autres Immo.incorp.	225400.00	52711.00	172689.00	104694.00
Immob.corporelles:				
Terrains				
Constructions				
Instal.tech.matériel & outill.				
Autres immo.corporelles	496512.91	241390.46	255122.45	324113.05
Immo.corp.en cours/Avances				
Immob.financières:				
Participations & créances ratta				
Autres titres Immobilisés				
Prêts				
Autres immo.financières	51928.26		51928.26	51352.59
TOTAL	773841.17	294101.46	479739.71	480159.64
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours:				
Mat.prem./approvisionnts.				
En cours de production biens				
En cours de production services				
Produits interméd./finis				
Marchandises				
Créances:				
Clients & comptes rattachés	975705.92	6423.25	969282.67	577577.64
Fournisseurs débiteurs	918.82		918.82	
Personnel				
Etat Impôt/les bénéfices				
Etat Taxes/chiffre d'affaires	33646.70		33646.70	50832.48
Autres créances				3347.17
Divers:				
Avances & acomptes versés				
Valeurs mobilières de placement	5718817.06	1026.56	5717790.50	4886934.88
Disponibilités	433988.37		433988.37	1038539.69
TOTAL	7163076.87	7449.81	7155627.06	6557231.86
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges const.d'avance	112367.00		112367.00	60078.31
Charges à répartir/plus.exercic				
Primes de rembourst.des obligat				
Ecart conversion actif				
TOTAL ACTIF	8049285.04	301551.27	7747733.77	7097469.81

B I L A N

PASSIF	Net au 31/10/00	Net au 30/06/00
CAPITAUX PROPRES		
Capital social/individuel	1000000.00	1000000.00
Primes d'émission, fusion, apport		
Ecart de réévaluation		
Réserves:		
Réserve légale	100000.00	70000.00
Réserves statutaires		
Réserves réglementées		
Autres réserves	464341.90	122635.89
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE	148007.40	371706.01
Subventions d'investissement		
Total	1712349.30	1564341.90
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	1402503.56	1347503.56
Provisions pour charges		
Total	1402503.56	1347503.56
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts & dettes établissements de crédit:		
Emprunts		
Découverts, concours bancaires	3477.64	3477.64
Emprunts & dettes financières diverses:		
Divers		
Associés		
Avances & acomptes /cdes en cours	897.00	
Fournisseurs & comptes rattachés	378293.85	455495.09
Dettes fiscales & sociales:		
Personnel	141043.03	196059.21
Organismes sociaux	135376.00	108484.26
Etat Impôt/les bénéficiaires	48353.00	39489.00
Etat Taxes/chiffre d'affaires	294439.30	206625.05
Autres Impôts et taxes		
Etat - charges à payer	18521.00	10581.00
Fournisseurs d'immobilisations		
Autres dettes	1151226.46	1754008.53
Total	2171627.28	2774219.78
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	2461253.63	1411404.57
Ecart de conversion passif		
Total	2461253.63	1411404.57
TOTAL PASSIF	7747733.77	7097469.81

C O M P T E D E R E S U L T A T

	Exercice N 31/10/00	Exercice N-1 30/06/00	N/N-1 %
Nombre de mois	4.0	12.0	
PRODUITS			
Vente de marchandises			
Production vendue	1960358.70	6544386.29	-70.1
Production stockée			
Subventions d'exploitation			
Autres produits	44.33	544.98	-91.9
TOTAL	1960403.03	6544931.27	-70.1
CONSOMMATIONS MARCHANDISES & MATIERES			
Achats marchandises			
Variation stocks marchandises			
Achats mat.prem. et autres approvis..			
Variation stocks mat. premières			
Autres charges externes	-862892.24	-1985689.82	-56.6
TOTAL	-862892.24	-1985689.82	-56.6
MARGE BRUTE	1097510.79	4559241.45	-76.0
CHARGES			
Impôts et taxes	-7940.00	-78702.10	-90.0
Rémunérations	-632075.51	-2058872.07	-69.3
Charges sociales	-232847.61	-691284.59	-66.4
Amortissements & provisions	-94401.00	-1287994.00	-92.7
Autres charges	-100.91	-38.67	160.9
TOTAL	-967365.03	-4116891.43	-76.6
RESULTAT D'EXPLOITATION	130145.76	442350.02	-70.6
Produits financiers	33124.26	13711.90	141.5
Charges financières	-641.26	-4119.24	-84.5
Résultat financier	32483.00	9592.66	238.6
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	162628.76	451942.68	-64.1
Produits exceptionnels	91847.24	167725.33	-45.3
Charges exceptionnelles	-10784.60	-151.00	N.S.
Résultat exceptionnel	81062.64	167574.33	-51.7
Participation des salariés			
Impôt sur les bénéfices	-95684.00	-247811.00	-61.4
RESULTAT DE L'EXERCICE	148007.40	371706.01	-60.2
Bénéfice	Bénéfice	Bénéfice	

SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

Nombre de mois	EXERCICE COURANT 04	% CA	EXERCICE ANTERIEUR 12	% CA
CHIFFRE D'AFFAIRES H.T.	1960358.70	100.00	6544386.29	100.00
Ventes de marchandises				
Cout d'achat des marchand.vendues				
MARGE COMMERCIALE				
Production vendue	1960358.70	100.00	6544386.29	100.00
Production stockée				
Production immobilisée				
Production de l'exercice	1960358.70	100.00	6544386.29	100.00
Consommations de l'exercice.....	-862892.24	-44.02	-1985689.82	-30.35
VALEUR AJOUTEE	1097466.46	55.98	4558696.47	69.65
Subventions d'exploitation				
Impôts et taxes	-7940.00	-0.41	-78702.10	-1.21
Charges de personnel	-864923.12	-44.13	-2750156.66	-42.03
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	224603.34	11.45	1729837.71	26.43
Reprises/charges & transferts				
Autres produits	44.33	0.00	544.98	0.00
Dotations amortiss. & provisions .	-94401.00	-4.82	-1287994.00	-19.69
Autres charges	-100.91	-0.01	-38.67	-0.01
RESULTAT D'EXPLOITATION	130145.76	6.63	442350.02	6.75
Produits financiers	33124.26	1.68	13711.90	0.20
Charges financières	-641.26	-0.04	-4119.24	-0.07
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	162628.76	8.29	451942.68	6.90
Produits exceptionnels	91847.24	4.68	167725.33	2.56
Charges exceptionnelles	-10784.60	-0.56	-151.00	-0.01
Résultat exceptionnel	81062.64	4.13	167574.33	2.56
Participation des salariés				
Impôts sur les bénéfices	-95684.00	-4.89	-247811.00	-3.79
RESULTAT DE L'EXERCICE	148007.40	7.55	371706.01	5.67
Bénéfice			Bénéfice	

A.R.C. SOCIETE DE RECOUVREMENT DE CREANCES

Société par actions simplifiée au capital de 1.000.000 Francs
Siège social: 110-112 Boulevard J.Jaurès
92100 BOULOGNE BILLANCOURT

SIREN 350 300 117 00024 - APE 741 A

RCS NANTERRE B 350 300 117 (95 B 05010)

STATUTS

30 décembre 2000

ENREGISTRÉ A LA RECETTE DES IMPÔTS
DE BOULOGNE S/SEINE NORD le 08/01/2001
Bord.: 722... Reçu: ...

FACE ANNULEE
Art. 876 C.G.I. - Arrêté du 20 Mars 1958

STATUTS

Les soussignés

- Monsieur LE BOSSE Denis - demeurant 71 rue de Bellevue - 92100 BOULOGNE;
- Madame QUETTIER Gilberte - demeurant La Croix du Gué - 61270 LES ASPRES;

ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société par actions simplifiée devant exister entre eux. Cette société est le résultat de la transformation d'une société à responsabilité limitée.

Article 1er. – Forme.

Il est institué entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui pourront être créées par la suite, une société par actions simplifiée. Elle est régie par les présents statuts et par les seules dispositions de la loi du 24 juillet 1966 et du décret du 23 mars 1967 qui lui sont applicables.

Il est expressément précisé que la société peut, à tout moment au cours de la vie sociale, ne compter qu'un seul associé personne physique ou personne morale.

Article 2. – Objet.

La Société a pour objet: l'étude, la réalisation, la promotion, le recouvrement de créances sous toutes ses formes, la représentation près les Tribunaux de Commerce, les renseignements financiers et commerciaux, la formation, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.

La participation de la Société à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises et sociétés dont l'objet serait de nature à favoriser le développement du patrimoine social et ce, par tous moyens notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, d'alliances ou sociétés en participation ou G.I.E.

Ces activités pouvant être exercées directement ou indirectement et notamment par voie de création de nouveaux établissements, d'apport, de prise en location-gérance. Et d'une manière plus générale, toutes opérations financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet de la société ou à des objets connexes et susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation.

La société ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

Article 3. – Dénomination.

La société a pour dénomination

A.R.C. SOCIETE DE RECOUVREMENT DE CREANCES

Sur tous actes ou sur tous documents émanant de la société et destinés aux tiers, il sera indiqué la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée ou des initiales (SAS) et de l'énonciation du capital social.

g. Q.

D. L.

Article 4. – Siège social.

Le siège de la société est fixé au

110 - 112 boulevard Jean Jaures - 92100 BOULOGNE BILLANCOURT

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du président. Tout transfert hors de France nécessite une décision unanime des associés.

Article 5. – Durée.

La durée de la société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6. – Apports.

La société ayant été constituée à l'origine sous la forme d'une SARL, il a été apporté lors de la constitution, une somme de 50.000 francs entièrement libérée et en numéraire.

Article 7. – Capital social.

Le capital de la société est fixé à la somme de 1.000.000 de francs, divisé en 10.000 actions de 100 francs chacune. Ces actions sont entièrement libérées.

Le capital a évolué de la manière suivante depuis la création de la société:

- capital d'origine CINQUANTE MILLE FRANCS	50.000 F
- prélèvements successifs sur le poste «autres réserves» décidés par les associés à savoir: AGE du 30/09/1995 - 70.000 F, AGE du 13/10/1996 - 180.000 F, AGE du 02/10/1997 - 220.000 F, AGE du 30/11/1998 - 180.000 F, AGE du 26/10/1999 - 300.000 F soit un total de	950.000 F
TOTAL	1.000.000 F

Article 8. – Modification du capital.

Au cours de la vie sociale, des modifications peuvent être apportées au capital social, dans les limites prévues par la loi, par décision des associés selon les modalités prévues à l'article 17 des présents statuts.

En cas d'augmentation de capital en numéraire, le capital ancien doit, au préalable, être intégralement libéré. Les associés peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, conformément aux dispositions législatives et réglementaires, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

La réduction du capital est autorisée par décision des associés dans les cas et aux conditions prévus par la loi; les associés peuvent déléguer tous pouvoirs au président à l'effet de la réaliser.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins

égal à ce minimum, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme que la SAS ou la société anonyme.

Article 9. – Libération des actions.

Le montant des actions à souscrire en numéraire est payable au siège social ou aux caisses désignées à cet effet, à savoir lors de la constitution, la moitié au moins et lors des augmentations de capital, un quart au moins à la souscription et, le cas échéant, la totalité de la prime d'émission; le solde restant à verser est appelé par le président aux conditions et modalités qu'il fixera, sans que la libération intégrale des actions puisse excéder un délai maximal de cinq ans.

Les appels de fonds sont effectués par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à chaque actionnaire, trente jours au moins à l'avance.

A défaut par l'actionnaire de se libérer aux époques fixées par le président, les sommes exigibles sur le montant des actions souscrites par lui portent intérêt de plein droit en faveur de la société au taux de l'intérêt légal à compter de l'expiration du mois qui suit la date de l'exigibilité, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice ou d'une mise en demeure. De plus, pour obtenir le versement desdites sommes, la société dispose du droit d'exécution, du recours en garantie et des sanctions prévues par la loi du 24 juillet 1966. Ainsi l'actionnaire qui ne se sera pas exécuté après une mise en demeure sera privé du droit de vote.

Article 10. – Forme des actions.

Les actions sont obligatoirement nominatives ; elles donnent lieu à une inscription au compte de leur propriétaire dans les conditions et selon les modalités prévues par les textes en vigueur.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires du compte. Tout associé peut demander à la société une attestation d'inscription en compte.

Article 11. – Transmission des actions.

Les actions sont transmissibles à l'égard de la société et des tiers par virement de compte à compte.

Toute transmission et cession d'actions à un tiers non associé (ou à un ou plusieurs héritiers) est soumise à l'agrément préalable du président. Les cessions à un associé sont libres.

L'agrément, quand il existe, concerne toute opération à titre gratuit ou onéreux entraînant transfert de la propriété ou de la propriété démembrée des actions quelle qu'en soit sa qualification, y compris celle qui emporte transmission universelle du patrimoine (fusion, succession).

L'agrément s'applique aux cessions de droits d'attribution d'actions gratuites en cas d'incorporation au capital de bénéfices ou réserves ou primes d'émission ou de fusion.

L'agrément ne joue pas envers le bénéficiaire (cessionnaire ou attributaire) de droits de souscription liés à une augmentation de capital en numéraire ou par apport en nature; l'agrément résulte de la procédure d'augmentation de capital arrêtée par les associés.

Pour les opérations donnant lieu à agrément, une demande sera faite en indiquant les qualités du bénéficiaire potentiel (nom, prénom, domicile ou dénomination, siège, capital, RCS), la nature de l'opération projetée, le nombre d'actions dont le transfert est envisagé et leur prix ou la valeur retenue pour l'opération; en cas de transmission suite au décès de l'associé, les ayants droit devront justifier de leur qualité d'héritier (certificat d'hérédité, notoriété) et de conjoint commun ou non en biens, selon le cas.

Cette demande est notifiée à la société par tout moyen sous réserve d'obtenir une date opposable à la société. Au vu de cette demande, le président de la société dispose d'un délai maximum de trois mois

cg. 2.

D. L.

(date à date) pour agréer ou non la personne désignée; il notifie sa décision au demandeur. A défaut de réponse du président dans le délai de trois mois à compter de la date de la demande faite, l'agrément sera acquis et l'opération envisagée pourra se réaliser.

En cas de refus d'agrément tacite ou dûment notifié, le demandeur peut renoncer à l'opération dès lors que la nature de l'opération le permet (la renonciation ne pouvant intervenir par exemple en cas de transmission par décès).

Si la société n'a agréé pas la personne désignée, le président est tenu dans le délai de trois mois à compter de la notification de refus, de faire acquérir les actions soit par un actionnaire, soit par un tiers, soit, avec le consentement du titulaire des actions transférées, par la société en vue d'une réduction de capital. A défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Au vu du rapport d'expertise, chaque partie peut se désister à condition de le faire connaître à l'autre dans les quinze jours du dépôt du rapport de l'expert désigné.

Si, à l'expiration du délai de trois mois prévu à l'alinéa précédent, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné, à moins que le demandeur n'ait renoncé à son projet si la nature de l'opération le permet. En cas d'acquisition par la société et en vue de régulariser le transfert de propriété des actions au profit du ou des acquéreurs, le demandeur devenu cédant sera invité par le président à signer l'ordre de mouvement correspondant dans le bref délai qu'il fixera. A défaut de signature de ce document dans le délai imparti, la cession sera réalisée d'office sur signature de ce document par le président, puis sera notifiée au cédant avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession.

En cas d'acquisition par la société de ses propres actions, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler.

La présente clause d'agrément est inapplicable en cas de réunion de toutes les actions en une seule main.

Nantissement: Lorsque la société par l'intermédiaire de son président a donné son accord à un projet de nantissement d'actions, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des titres gagés en application de l'article 2078 du code civil.

Article 12. – Droits et obligations attachés aux actions.

Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social et dans le partage du boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.

Les actionnaires ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions régulières des associés.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre; en conséquence, en cas de cession, les dividendes échus et non payés et les dividendes à échoir resteront, sauf clause contraire, attachés aux actions cédées et reviendront au cessionnaire.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, dès lors que ses titres sont inscrits à un compte ouvert à son nom.

Toute action donne droit, en cours de société comme en cas de liquidation, au règlement de la même somme nette pour toute répartition ou tout remboursement, de sorte qu'il sera, le cas échéant, fait masse entre toutes les actions indistinctement de toute exonération fiscale comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société.

A l'égard de la société, les actions sont indivisibles. Les copropriétaires d'actions sont tenus de se faire représenter pour chaque consultation par un seul d'entre eux ou par un mandataire pris en la

personne d'un autre associé; en cas de désaccord, le mandataire est désigné par le président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Tout actionnaire indivis peut exercer l'information prévue par les présents statuts (art. 19).

Le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres remis en gage.

En cas de démembrement du droit de propriété de l'action, le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'approbation des comptes et l'affectation des résultats où le droit de vote est exercé par l'usufruitier. Le droit d'information prévu par l'article 19 des présents statuts est exercé par le nu-propriétaire et l'usufruitier.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement, d'attribution de titres, d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou de toute autre opération sociale, les propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre de titres nécessaires.

Article 13. – Président.

La société est représentée, dirigée et administrée par un président qui peut être une personne physique ou morale, associée de la société. La personne âgée de plus de 70 ans ne peut être président; lorsqu'elle dépasse cet âge au cours du mandat, elle est réputée démissionnaire d'office lors de la plus prochaine décision des associés et mettra à l'ordre du jour de cette réunion la décision à prendre pour son remplacement.

Le premier président de la société est Monsieur LE BOSSE Denis désigné pour une durée indéterminée. Par la suite, le président est désigné par décision collective des associés pour la durée qu'ils fixeront.

Le président sortant est rééligible. .

Le président ne peut être révoqué que pour un motif grave et par décision collective prise à la majorité des 2/3 des voix des actionnaires, en ce compris, les droits de vote attachés aux actions détenues par le président.

En l'absence de motif grave établi, la révocation du président donnera lieu au versement d'une indemnisation équitable à son profit.

Lorsqu'une personne morale est nommée président de la société, les dirigeants de la personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités que s'ils étaient président en leur nom propre en application de l'article 262-8 de la loi du 24 juillet 1966.

La personne morale président sera représentée dans sa fonction par son représentant légal personne physique, à moins que la société ne préfère désigner un représentant spécial. Dans ce cas, pour être opposable à la société par actions simplifiée, la personne morale est tenue de désigner dans le mois de sa nomination un représentant personne physique pour la durée de son propre mandat de président. Le nom et les qualités de ce représentant seront notifiés par lettre recommandée à la société. Si la personne morale président met fin aux fonctions du représentant, la cessation des fonctions ne sera opposable à la SAS qu'à compter de la notification qui lui en sera faite contenant la désignation d'un nouveau représentant personne physique (nom et qualités).

Article 14. – Statut et pouvoirs du président.

La rémunération et les remboursements de frais du président sont librement fixés par décision collective des associés de la société.

Toute modification de cette rémunération est également du domaine des décisions collectives des associés.

G. R.

D. L.

Le président est le seul représentant légal de la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social conformément à l'article 262-7 de la loi.

Il exerce tous les pouvoirs à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou par les présents statuts aux décisions collectives des associés telles qu'énoncées à l'article 17 des présents statuts.

Le président peut déléguer des pouvoirs spécifiques et délimités à toute personne de son choix; il engage sa responsabilité pour toute décision prise par son mandataire.

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par l'article L. 432-6 du code du travail auprès du président.

Article 15. – Directeur général.

Le président peut donner mandat à une personne physique (ou à plusieurs) associée ou non, pour l'assister dans ses fonctions, à titre de directeur général.

Dans l'acte de nomination qui fera l'objet des publications légales, le président fixe la durée du mandat et l'étendue des pouvoirs du directeur général. Il détermine sa rémunération et la modifie s'il y a lieu. Celle-ci ne pourra excéder celle du président sauf si ce dernier exerce son mandat à titre gratuit.

Le directeur général est révocable à tout moment et sans motivation.

En cas de décès, démission ou révocation, le directeur général conserve ses fonctions et attributions; il provoque une réunion des associés chargée de nommer un nouveau président dont la désignation met fin automatiquement à ses fonctions.

Le directeur général n'ayant pas le pouvoir légal de représenter la société envers les tiers, il devra justifier envers ceux-ci de ses pouvoirs par la production d'une copie certifiée conforme par le président de l'acte de sa nomination délimitant l'étendue de ses pouvoirs.

Article 16. – Conventions réglementées.

Toute convention intervenue directement ou par personne interposée entre la société et son président ou son directeur général donnera lieu à l'établissement d'un rapport par le commissaire aux comptes. Echappent à ces dispositions les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Le président et le directeur général doivent aviser le commissaire aux comptes des conventions intervenues; cette information sera donnée suite à la demande qui sera faite par le commissaire aux comptes et en toute hypothèse au plus tard lorsque les comptes annuels sont transmis au commissaire aux comptes.

Les associés statuent sur ce rapport chaque année lors de l'approbation des comptes, l'associé intéressé ne prenant pas part au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société. En présence d'un associé unique, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant.

Article 17. – Décisions des associés.

Les décisions qui doivent être prises collectivement par les associés tant en vertu de la loi que des présents statuts sont celles qui concernent :

- l'augmentation, l'amortissement ou la réduction de capital ;
- la fusion, la scission ou la dissolution de la société ainsi que toutes les règles relatives à la liquidation et aux pouvoirs du liquidateur;
- la prorogation de la durée de la société;
- la modification de dispositions statutaires à l'exception du pouvoir du président en matière de changement de siège selon l'article 4;
- la nomination, la révocation et la rémunération du président ainsi qu'il est prévu aux articles 13 et 14;
- la nomination des commissaires aux comptes au cours de la vie sociale;
- l'approbation ou le refus des conventions réglementées selon la procédure de l'article 16;
- les comptes annuels et les bénéfices. A cet égard, au moins une fois par an et dans les 6 mois de la clôture de l'exercice social, les associés sont consultés pour statuer sur les comptes annuels.

Toute autre décision relève du pouvoir du président.

Les décisions autres que celles où la loi ou les présents statuts imposent l'unanimité sont prises à la majorité absolue des voix des actionnaires, à l'exception des décisions ayant trait à la révocation du dirigeant (2/3 des voix).

Pour tous les domaines d'interventions énoncés ci-avant, les décisions des associés sont prises dans les formes et selon les modalités prévues par le président.

Elles peuvent résulter d'une réunion des associés, d'une consultation écrite, de la signature d'un acte ou d'une convention ou de tout moyen apportant une sécurité comparable.

La décision de consulter les associés appartient au président sauf le droit pour le commissaire aux comptes de convoquer une assemblée en cas de carence du président et après l'avoir mis en demeure de le faire.

Le président est autorisé à utiliser tout support électronique, télématique ou autre dont la production serait admise à titre de preuve envers les tiers et les administrations; ces supports seront admis tant pour la consultation des associés que pour la justification de celle-ci envers les tiers.

A cet égard, il appartient au président d'apprécier sous sa responsabilité si le moyen de consultation retenu offre des garanties suffisantes de preuve et permet, si besoin, d'effectuer les formalités inhérentes à la décision prise.

Pour le décompte de la majorité, sont retenus les votes par mandataire régulièrement désigné, quand le mandat est admis; les abstentions, les bulletins blancs ou nuls ne sont pas retenus pour le calcul de la majorité.

En principe, chaque associé participe personnellement au vote. Toutefois, pour les assemblées, il peut désigner un mandataire en la personne de son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux, ou par un autre associé. Le mandat est donné pour l'ensemble des décisions à prendre au cours d'une assemblée.

En cas de consultation écrite, l'associé vote personnellement.

Pour les décisions prises dans un acte, l'associé peut être représenté par toute personne de son choix dès lors que le mandat est régulier et spécial.

Une décision unanime des associés est exigée pour :

- toute augmentation des engagements d'un associé et notamment l'augmentation de la valeur nominale des actions sauf par voie d'incorporation de réserve, la transformation de la SAS en une société en nom collectif, l'adoption d'un capital variable;
- l'adoption ou la modification de clauses relatives à l'agrément de la société pour les transferts d'actions (art. 11 des présents statuts), l'inaliénabilité temporaire des actions, l'exclusion d'un associé,

g. 2.

D. L.

l'obligation pour un associé de céder ses actions, le tout conformément à l'article 262-20 de la loi.

Article 18. – Modalités pratiques de consultation.

a) Assemblées. Les associés sont réunis en assemblée sur convocation du président ou en cas de carence sur celle du commissaire aux comptes ainsi qu'il est prévu à l'article 17. Le commissaire aux comptes est convoqué à toute assemblée.

L'auteur de la convocation choisit le mode de convocation qu'il considère comme le mieux adapté et il fixe l'ordre du jour; il donne connaissance aux associés par tout moyen approprié des résolutions devant être prises. L'assemblée est réunie au siège social ou en tout autre lieu, suivant les indications figurant dans la convocation.

Le délai entre la convocation et la tenue de l'assemblée est de 15 jours. Tout associé non présent physiquement peut exercer son droit de vote par mandataire ainsi qu'il est indiqué à l'article 17.

L'assemblée est présidée par le président associé de la société ou à défaut par l'associé présent ou représenté détenant le plus grand nombre d'actions sous réserve qu'il accepte cette fonction; le président peut se faire assister d'un secrétaire de son choix.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui mentionne sous la responsabilité du président les éléments nécessaires à l'information des associés et des tiers et notamment le sens du vote intervenu résolution par résolution.

Ce procès-verbal est établi et signé par le président sur un registre spécial tenu au siège social, coté et paraphé.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité et paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Les copies ou extraits de délibération des associés sont valablement certifiés conformes par le président.

b) Consultation écrite. En cas de consultation écrite à l'initiative du président, il adresse dans les formes qu'il considère les mieux adaptées, le texte des résolutions proposées, ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés et notamment ceux visés à l'article 19. Le commissaire aux comptes est préalablement informé de toute consultation écrite et du texte des résolutions proposées.

Ces associés disposent d'un délai de 15 jours à compter de la réception des projets de résolution pour émettre leur vote; le vote peut être émis par tous moyens. Lorsque le document ou le support n'exprime pas un vote précis pour une ou plusieurs résolutions, l'associé sera présumé s'être abstenu.

En cas de vote par télécopie, celle-ci sera datée, paraphée au bas de chaque page et signée sur la dernière page par l'associé qui l'émet. Pour qu'une télécopie soit admise comme exprimant un vote, il convient que pour chaque décision, un vote par "oui" ou par "non" soit nettement exprimé; à défaut l'associé sera considéré comme s'abstenant. Dès réception, les télécopies sont paraphées et signées par le président qui les annexe au procès-verbal de la consultation.

L'associé qui retient ce mode d'expression ne peut en aucun cas rendre responsable la société de tout incident technique lié au transfert des télécopies; le principe demeure que chaque associé participe personnellement à la consultation, ces modes d'expression n'étant que des moyens facilitant leur manifestation.

Tout associé qui n'aura pas voté dans le délai prévu ci-avant sera considéré comme ayant voulu s'abstenir.

Le président établira un procès-verbal faisant état des différentes phases de la consultation et sur lequel sera porté le vote de chaque associé ou le défaut de réponse; les supports matériels de la réponse des associés quand ils existent seront annexés au procès-verbal.

c) Actes. Les associés, à la demande du président, prennent les décisions dans un acte; l'apposition des signatures et paraphes de tous les associés sur ce document unique vaut prise de décision. Le commissaire aux comptes est tenu informé des projets d'acte emportant prise de décision; une copie de l'acte projeté lui est adressée sur simple demande.

Cet acte devra contenir les conditions d'informations préalables des associés et, s'il y a lieu, les documents nécessaires ou sur lesquels portent les décisions à prendre; la nature précise de la décision à adopter; l'identité (nom, prénoms, domicile) de chacun des signataires du document.

L'original de cet acte, s'il est sous seing privé, reste en possession de la société pour être enliassé dans le registre des procès-verbaux.

Cette décision est mentionnée à sa date dans le registre des procès-verbaux en indiquant la date, la nature, l'objet de l'acte, les noms et prénoms de tous les signataires de cet acte.
Pour les besoins des tiers ou des formalités, le président établit des copies certifiées conformes de cet acte.

Article 19. – Information des associés.

Pour chaque consultation des associés qui donne lieu à l'établissement d'un rapport du commissaire aux comptes et/ou à un rapport du président, copies de ces documents sont adressées aux associés lorsque la consultation n'a pas lieu par voie de réunion des associés.

Pour les consultations annuelles ayant trait aux comptes sociaux, les associés peuvent, 15 jours avant la date prévue, prendre connaissance au siège social de l'inventaire, des comptes annuels, des comptes consolidés s'il en est établi, du rapport du président, du ou des rapports des commissaires aux comptes, du tableau des résultats de la société au cours des cinq derniers exercices.

Le droit de consulter emporte celui de prendre copie sauf pour l'inventaire ; des frais de copie peuvent être réclamés par la société.

Il appartient au président d'assurer aux associés une information loyale dans le cadre des décisions qu'ils ont à prendre.

Article 20. – Exercice social.

L'exercice social commence le 1er juillet et finit le 30 juin.

Article 21. – établissement des comptes sociaux.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et les comptes annuels (bilan, compte de résultat, annexe) en se conformant aux dispositions légales ou réglementaires applicables en ce domaine. Il établit un rapport de gestion.

Article 22. – Approbation des comptes sociaux et affectation des résultats.

Une décision collective des associés approuve les comptes, sur rapport du commissaire aux comptes dans un délai de 6 mois à compter de la clôture de l'exercice.

Elle se prononce également sur l'affectation à donner au résultat de cet exercice. Cette décision peut être prise en assemblée, par consultation écrite ou dans un acte au choix du président et sous réserve d'une information des associés conformément à l'article 19 des statuts.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est fait un prélèvement de 5% au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve dit "réserve légale". Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la "réserve légale" est descendue au-dessous de cette fraction.

Les associés décident souverainement de l'affectation du solde du bénéfice augmenté, le cas échéant, des reports bénéficiaires antérieurs; ils déterminent notamment la part attribuée aux actionnaires sous forme de dividende.

La répartition maximum de ce bénéfice distribuable pour un exercice donné (laissée à la libre appréciation de l'assemblée), pourra s'établir à raison de 95 % pour le ou les associés dirigeants et 5% pour les associés non dirigeants. Les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition.

Les dividendes des actions sont payés aux époques et lieux fixés par l'assemblée dans un délai maximal de neuf mois à compter de la date de l'assemblée qui les détermine.

dy. R.

D. L.

Article 23. – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social.

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu de consulter les associés dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La résolution adoptée par les associés est publiée et donne lieu à l'accomplissement des formalités réglementaires.

A défaut de consultation des associés, la dissolution éventuelle pourra être demandée dans les conditions prévues à l'article 241 de la loi.

Pour le cas où la dissolution n'est pas prononcée, la procédure de régularisation aura lieu conformément aux prescriptions de l'article 241 de la loi du 24 juillet 1966.

Article 24. - Dépôt de fonds par les associés

Chaque associé peut, avec le consentement de la présidence, verser dans la caisse sociale, les fonds dont la société a besoin. Les conditions d'intérêt et de retrait de ces avances sont déterminées en accord avec les associés prêteurs et la direction de la société.

Article 25. – Dissolution – Liquidation.

A toute époque et en toutes circonstances, une décision des associés peut prononcer la dissolution anticipée de la société. Six mois au moins, avant la date d'expiration de la durée de la société, le président convoque les associés à l'effet de décider si la société doit être prorogée ou non.

La dissolution pourra également intervenir par décision judiciaire dans les cas prévus par la loi.

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, les associés, sur la proposition du président, règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs, dont ils déterminent les pouvoirs.

La nomination des liquidateurs met fin aux pouvoirs du président et de tous mandataires, ainsi que des commissaires aux comptes.

En présence d'un associé unique, la dissolution de la société décidée par celui-ci entraînera transmission universelle du patrimoine de la société à l'associé unique sans qu'il y ait lieu à liquidation. Cette transmission et l'exercice éventuel des droits des créanciers auront lieu conformément aux articles 1844-5 et 1844-8 modifiés du code civil.

Article 26. – Désignation des commissaires aux comptes.

Les commissaire aux comptes existants sous le régime de la SARL voient leur mandat se poursuivre sous la nouvelle entité. Avaient été nommés et pour une durée de six exercices :

- en qualité de commissaire aux comptes titulaire de la société: Monsier BESSEDDIK Fathi - 26 rue Mousset - 75012 PARIS;
- en qualité de commissaire aux comptes suppléant: Monsieur HOUY Bruno - 13 Place de la Nation - 75011 PARIS.

Article. 27. – Arbitrage.

Toutes les contestations relatives aux affaires sociales ainsi que toutes celles entre associés et la société ou entre associés et le président sont soumises à arbitrage dans les conditions ci-après.

L'une ou l'autre des parties notifiera par lettre recommandée à l'autre, l'intention de se prévaloir de la présente clause d'arbitrage suite au différend constaté. Les parties peuvent désigner d'un commun accord un arbitre unique qui aura les mêmes prérogatives et pouvoirs que le tribunal arbitral prévu ci-après.

A défaut de choix d'un arbitre unique, chacune des parties nommera dans les plus brefs délais un arbitre; notification de ce choix sera faite à l'autre partie.

Les deux arbitres ainsi désignés désigneront un troisième arbitre; si les deux arbitres ne peuvent se mettre d'accord pour désigner un troisième arbitre, celui-ci sera désigné par le président du tribunal de commerce du siège social, à la requête de la partie la plus diligente.

Le tribunal arbitral statuera dans un délai de 3 mois à compter du jour où il aura été définitivement constitué.

Le tribunal arbitral statuera en amiable compositeur et en dernier ressort, les parties renoncent à la voie d'appel à l'encontre de la sentence.

Les premiers frais d'arbitrage seront supportés par moitié; le tribunal arbitral décidera des modalités définitives de répartition des frais ou leur mise à charge à l'une ou l'autre des parties.

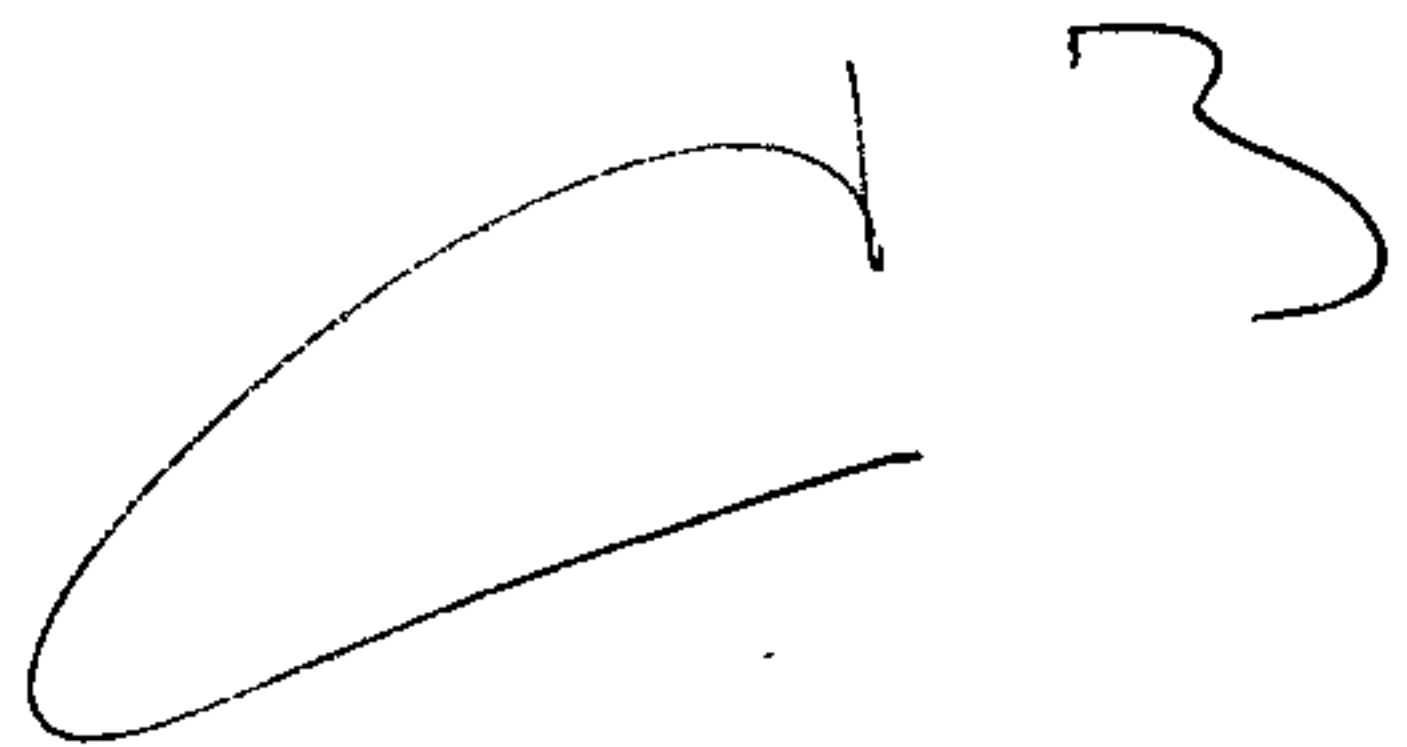
Article 28. – Jouissance de la personnalité morale.

La transformation de la SARL en SAS n'a eu aucune incidence sur la personnalité morale de la société.

Fait à Boulogne

le 30 décembre 2000
en 5 exemplaires.

G. Quettier

A large, stylized handwritten flourish or signature, possibly reading '3' or a similar symbol, with a long horizontal stroke extending to the left.

FACE ANNULEE
Art. 876 C.G.I. - Arrêté du 20 Mars 1958